

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2024



ADHM – AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC
79 route de Germignan
33160 SAINT AUBIN DU MEDOC

COMMISSAIRE AUX COMPTES

68 quai de Paludate - CS 61964 - 33088 Bordeaux Cedex - Tél. 05 57 77 32 33 – Fax 05 57 77 32 65
www.compagnie-fiduciaire.com – cf-audit@groupepcf.com

COMPAGNIE FIDUCIAIRE AUDIT, SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 650 000 EUROS
R.C. BORDEAUX 494 030 182 – N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 10 494 030 182

COMMISSAIRE AUX COMPTES, INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, RATTACHÉ À LA CRCC GRANDE AQUITAINE

ADHM – AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC

79 route de Germignan
33160 SAINT AUBIN DU MEDOC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association ADHM – AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADHM – AIDE A DOMICILE DU HAUT MEDOC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les subventions d'exploitation et concours publics de votre association sont de 4.540.514 euros pour l'exercice 2024. Nous nous sommes en particulier attachés à vérifier la conformité des options prises en matière de comptabilisation des subventions et des fonds dédiés. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées dans les comptes de votre association par l'analyse des conventions signées entre votre association et ses financeurs. Nous avons également vérifié l'antériorité des subventions et du caractère raisonnable de l'évaluation des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice.

Votre association a opté pour la comptabilisation des indemnités de fin de carrière en provision tel que cela est décrit dans la note « Engagements financiers » en page 23 de l'annexe. La provision s'élève à 151.021 euros au 31 décembre 2024. Nous nous sommes assurés de la correcte évaluation de la provision et de la cohérence des hypothèses de calcul retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bordeaux,
Le 18 Juin 2025,

POUR LA SAS COMPAGNIE FIDUCIAIRE AUDIT

Commissaire aux comptes titulaire



Tiffany HENOCQUE

Commissaire aux comptes

Pièces annexées : Bilan, compte de résultat et annexe.

Ce rapport contient 27 pages.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	38 724,98	38 088,53	636,45	3 183,25
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	17 109,09	17 109,09		
	Immobilisations corporelles en cours	504,00		504,00	
	Avances et acomptes	18 206,65		18 206,65	
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	5 700,00		5 700,00	2 400,00
	TOTAL (I)	80 244,72	55 197,62	25 047,10	5 583,25
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	100 316,27	1 514,94	98 801,33	240 170,30
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	191 274,71		191 274,71	89 936,35
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	117 948,01		117 948,01	116 479,01
	DISPONIBILITES	1 125 353,98		1 125 353,98	1 340 437,55
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	36 943,87		36 943,87	22 406,65
	TOTAL (II)	1 571 836,84	1 514,94	1 570 321,90	1 809 429,86
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 652 081,56	56 712,56	1 595 369,00	1 815 013,11
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				5 700,00	2 400,00
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	243 568,35	237 996,12
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	243 568,35	237 996,12
	Autres		
	Report à nouveau	(9 065,75)	118 639,45
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	46 714,30	51 900,53
	Excédent ou déficit de l'exercice	(236 764,62)	(127 319,20)
	<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		<i>(82 368,18)</i>
	Total des fonds propres (situation nette)	44 452,28	281 216,90
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	482,55	3 377,86
	Provisions réglementées	14 615,34	14 615,34
	Total des autres fonds propres	15 097,89	17 993,20
	Total des fonds propres	59 550,17	299 210,10
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	34 778,74	92 280,27
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics	6 546,20	12 731,00
	Total des fonds reportés et dédiés	41 324,94	105 011,27
Provisions	Provisions pour risques		25 000,00
	Provisions pour charges	151 021,00	136 087,00
	Total des provisions	151 021,00	161 087,00
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	215 220,57	203 256,12
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	163 985,31	95 482,49
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	912 111,30	950 966,13
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	52 155,71	
	Total des dettes	1 343 472,89	1 249 704,74
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 595 369,00	1 815 013,11
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(236 764,62)	(127 319,20)
(1) Dont à moins d'un an		1 128 252,32	1 046 448,62
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	15 909,08	15 663,60
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	632 437,82	664 955,39
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 540 513,86	4 786 496,54
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f.des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	31 192,00	9 560,78
	Utilisations des fonds dédiés	70 186,33	137 674,94
	Autres produits	77 145,02	67 136,79
Total des produits d'exploitation		5 367 384,11	5 681 488,04
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 021 292,47	973 817,24
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	241 530,03	266 801,45
	Salaires et traitements	3 347 856,32	3 432 753,32
	Charges sociales	952 811,41	948 920,07
	Dotation aux amortissements et dépréciations	4 061,74	2 545,80
	Dotation aux provisions	21 126,00	22 813,00
	Reports en fonds dédiés	6 500,00	34 241,65
	Autres charges	42 772,93	134 439,64
Total des charges d'exploitation		5 637 950,90	5 816 332,17
RESULTAT D'EXPLOITATION		(270 566,79)	(134 844,13)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(270 566,79)	(134 844,13)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	21 580,93	6 580,92
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		21 580,93	6 580,92
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		21 580,93	6 580,92
RESULTAT COURANT avant impôts		(248 985,86)	(128 263,21)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	18 891,19	79 358,65
	Sur opérations en capital	2 895,31	1 930,20
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	21 786,50	81 288,85
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	6 778,26	79 204,84
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	6 778,26	79 204,84
RESULTAT EXCEPTIONNEL		15 008,24	2 084,01
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 787,00	1 140,00
TOTAL DES PRODUITS		5 410 751,54	5 769 357,81
TOTAL DES CHARGES		5 647 516,16	5 896 677,01
EXCEDENT ou DEFICIT		(236 764,62)	(127 319,20)
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			(82 368,18)

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature
Prestations en nature
Bénévolat

TOTAL

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Secours en nature
Mise à disposition gratuite de biens
Prestations
Personnel bénévole

TOTAL

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'association ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur en France. Les comptes annuels sont ainsi établis en conformité avec :

- les principes comptables généraux du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014,
- ainsi qu'avec les dispositions particulières du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- ainsi qu'avec les dispositions du règlement ANC n°2019-04 relatives aux entités gestionnaires d'Établissements et services sociaux et médico-sociaux,
- ainsi qu'avec les différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base, retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux en euros courants.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Créée en 1968 à Saint Médard en Jalles, l'association d'Aide à Domicile du Haut Médoc a d'abord fait fonctionner un service d'Aide-ménagère destiné aux personnes âgées.

A partir de 1983, elle a élargi ses domaines d'interventions pour aider toutes les personnes dépendantes soit en raison de leur âge (jeunes enfants, personnes âgées), de leur handicap, de leur maladie, de leur perte d'autonomie...

Elle intervient au domicile des personnes pour aider et prévenir, à différer ou à raccourcir les hospitalisations, les placements... Elle peut intervenir également auprès de personnes placées en institutions (R.P.A, Maison de retraite...). Elle peut intervenir chez toute personne qui le demande dans le cadre des emplois familiaux, de proximité...

Elle a son siège, 79 route de Germignan 33160 Saint-Aubin-de-Médoc. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du Conseil d'Administration. Sa durée est illimitée.

Les moyens d'actions :

- Un service d'Aide à domicile
- Un service de Soins à domicile
- Un service Mandataire
- Un service de Portage de repas
- Un service de Téléassistance
- Tout autre service dont la réalisation se révèlerait utile pour accomplir les missions envisagées (tutelles, petit travaux,...)

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les secteurs géographiques :

- Aide à domicile : les communes ayant décidé, par délibération leurs C.C.A.S, d'adhérer à l'association.
- Soins à domicile : les communes figurant sur l'arrêté préfectoral.
- Aide à domicile : les communes indiquées dans l'agrément préfectoral.
- Les autres services interviennent sans limites géographiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les frais d'établissement correspondent aux frais préalables à l'ouverture et frais divers de licences informatiques.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Etat exprimé en euros

Provision pour litige avec l'association AFNOR :

Un litige existe entre l'ADHM et l'association AFNOR depuis octobre 2021. L'association AFNOR reprochait à l'ADHM d'avoir utilisé leur certification (NF Service) sur les pages de leur site internet.

ADHM n'est plus certifiée "NF Service" depuis avril 2021. L'association a perdu la certification suite à la cyber-attaque de 2020. Ainsi, l'association est accusée d'usage illicite de marque et de concurrence déloyale par pratiques commerciales trompeuses.

L'Association a contesté le montant de ces accusations. Les mentions de cette certification avaient été retirées de tous les documents, seul un oubli involontaire sur le site internet peut être reproché. Ce qui ne justifiait pas la nature et le montant des indemnités réclamées par l'AFNOR.

Le risque avait été estimé à 50 K€. Pour se couvrir, l'ADHM avait constitué une provision de 50%, soit 25 K€ en 2021. Un accord à l'amiable a été trouvé le 29 mars 2024 sans sortie de ressources pour l'Association. La provision a donc été intégralement reprise sur l'exercice.

Fait significatif de l'exercice :

Un déménagement a été acté sur l'exercice, il a été effectif début 2025. L'ADHM a donc quitté Saint-Médard-en-Jalles pour aller s'installer à St-Aubin-de-Médoc.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	38 724,98					38 724,98
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	38 724,98					38 724,98
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	2 500,00				2 500,00	
	Matériel de transport	25 515,00				25 515,00	
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	17 987,29				878,20	17 109,09
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			504,00			504,00
Avances et acomptes			18 206,65			18 206,65	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		46 002,29		18 710,65		28 893,20	35 819,74
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	2 400,00		3 300,00			5 700,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 400,00		3 300,00			5 700,00
TOTAL		87 127,27		22 010,65		28 893,20	80 244,72

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres	35 541,73	2 546,80		38 088,53
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 541,73	2 546,80		38 088,53
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres instal., agencement, aménagement divers	2 500,00		2 500,00	
Matériel de transport	25 515,00		25 515,00	
Matériel de bureau, mobilier	17 987,29		878,20	17 109,09
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	46 002,29		28 893,20	17 109,09
TOTAL	81 544,02	2 546,80	28 893,20	55 197,62

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	14 615,34			14 615,34
	PROVISIONS REGLEMENTEES	14 615,34			14 615,34
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	25 000,00		25 000,00	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	136 087,00	21 126,00	6 192,00	151 021,00
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	161 087,00	21 126,00	31 192,00	151 021,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers		1 514,94		1 514,94
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		1 514,94		1 514,94
TOTAL GENERAL		175 702,34	22 640,94	31 192,00	167 151,28
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			22 640,94	31 192,00	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	5 700,00	5 700,00	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	100 316,27	100 316,27	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	223,77	223,77	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	82 039,55	82 039,55	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	109 011,39	109 011,39	
	Charges constatées d'avance	36 943,87	36 943,87	
	TOTAL DES CREANCES	334 234,85	334 234,85	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	163 985,31	163 985,31		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	377 718,92	377 718,92		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	384 998,67	384 998,67		
	Impôts sur les bénéfices	2 787,00	2 787,00		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	146 606,71	146 606,71		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	52 155,71	52 155,71		
	TOTAL DES DETTES	1 128 252,32	1 128 252,32		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Tableau de passage du résultat comptable au résultat du compte administratif

	Total	CD33-SAAD	SSIAD	PAD	AUTRES HEURE	MANDAT	AUTRES
Résultat comptable (a)	(236 764,62)	(906,63)	(204 989,82)	(38 948,52)	16 201,19	(22 170,63)	14 049,79
Reprise résultats sous contrôle tiers financeurs (b)	+ 212 691,00 - 60 000,00	+ - 60 000,00	+ 212 691,00 -	+ -	+ -	+ -	+ -
Résultat économique (c = a + b)	(84 073,62)	(60 906,63)	7 701,18	(38 948,52)	16 201,19	(22 170,63)	14 049,79
Dépenses non opposables aux tiers financeurs (d)	+ 15 649,72 - 9 961,61	+ - 9 961,61	+ 15 649,72 -	+ -	+ -	+ -	+ -
Produits non opposables aux tiers financeurs (e)	+ - 19 948,30	+ - 19 948,30	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Résultat du compte administratif (f = c + d + e)	(98 333,81)	(90 816,54)	23 350,90	(38 948,52)	16 201,19	(22 170,63)	14 049,79

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Etat exprimé en euros

	31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT COMPTABLE	(236 764,62)	(127 319,20)
Reprise du résultat antérieur	152 691,00	(17 073,45)
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	(84 073,62)	(144 392,65)
Dont résultat effectif sous gestion propre	(30 868,17)	(44 951,02)
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	(53 205,45)	(99 441,63)

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat exprimé en euros							
Contrib. fi. des autorités de tarification							
Mise en oeuvre nouvelle réforme SAD	12 500,00	6 500,00	12 500,00			6 500,00	
Licences Télégestion	231,00		184,80			46,20	
Subventions d'exploitation							
Convention ESMS Numériques	63 977,70		37 313,22			26 664,48	
Conf.Financeurs - Action/Prév° CDIET	21 741,65		19 948,30			1 793,35	
Convention ESMS Num. Chefferie	6 560,92		240,01			6 320,91	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	105 011,27	6 500,00	70 186,33			41 324,94	

--

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		628 175
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		38 080
<i>FRS - FACTURES NON PARVENUES</i>	<i>38 080</i>	
Dettes fiscales et sociales		590 095
<i>DETTES PROVIS. PR CONGES A PAYER</i>	<i>312 517</i>	
<i>CHARGES SOCIALES S/CONGES A PAYER</i>	<i>115 645</i>	
<i>IJSS A REGULARISER</i>	<i>21 613</i>	
<i>ORG. SOCIAUX - PROD. A RECEVOIR</i>	<i>17 169</i>	
<i>ETAT - CHARGES A PAYER</i>	<i>123 151</i>	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		202 403
Autres créances clients		4 488
<i>CLIENT FACTURE A ETABLIR</i>	<i>4 488</i>	
Autres créances		197 915
<i>FOURNISSEURS - RRR A OBTENIR</i>	<i>22 952</i>	
<i>ETAT PDTS A RECEVOIR</i>	<i>82 040</i>	
<i>DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR</i>	<i>85 825</i>	
<i>INTERETS COURUS</i>	<i>7 099</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			36 943,87
ASSURANCE FLOTTE VEHICULES N+1		10 064,13	
CF AUDIT N+1		1 872,00	
KINTO N+1		7 221,96	
DEMENAGEMENT N+1		5 359,94	
ABT REVUE FIDUCIAIRE N+1		372,84	
LOCATION VL N+1		3 520,66	
ONPC N+1		1 021,00	
LOYER ST-MEDARD N+1		3 251,34	
LOYER ST-AUBIN N+1		4 260,00	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			36 943,87

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics		694 243,00	2 296 100,29		904 494,01	3 894 837,30
Subventions d'exploitation		6 333,00	639 343,56			645 676,56
Subventions d'investissement						
TOTAL		700 576,00	2 935 443,85		904 494,01	4 540 513,86

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
ARS DGF SSIAD	694 243,00		
CD33 AAD APA	1 384 469,82		
CD33 AAD PCH	905 560,64		
AUTRES AAD	904 494,01		
AIDES APPRENTIS		6 333,00	
CD33 DCQ		163 117,08	
CD33 DOT . COMP. AVT43		458 647,19	
CDF TCAPSA		17 579,29	
CD33 AAD PA-PH	6 069,83		
Totalisation	3 894 837,30	645 676,56	

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		21 786,50
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS DES EXS ANTERIEURS</i>	<i>18 891,19</i>	18 891,19
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>QUOTE-PART SUBV. VIREES AU REST</i>	<i>2 895,31</i>	2 895,31
Total des charges exceptionnelles		6 778,26
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>PENALIT AMEND FISC OU PENAL G3</i> <i>CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS</i>	<i>95,00</i> <i>6 683,26</i>	6 778,26
Résultat exceptionnel		15 008,24

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

(art. 20 - Loi 2006-586 du 23/05/2006)

Les trois plus hauts cadres dirigeants (Présidente, Vice-président et Trésorier) ne sont pas rémunérés.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés Indemnités de fin de carrière	151 021,00	
	151 021,00	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	151 021,00	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Compte tenu du personnel présent au 31 décembre N, les engagements de l'association en matière d'indemnité de fin de carrière (départs volontaires à 65-67 ans) ont été évalués conformément à la méthode préférentielle en tenant compte de différents coefficients d'atténuation (turn-over, mortalité) et d'un taux d'actualisation de 3.35%.

Ces engagements évalués à 151 021 € sont intégralement couverts par une provision de même montant.